

**Collège Lamartine :**  
**La réponse du Recteur et de son administration**  
**n'est pas à la hauteur de la gravité des faits et entérine l'omerta**

**Contacts presse :**

Cgt Educ'action 31 : 06 33 85 48 96

Sud Education 31 : 06 51 63 49 11

Lundi 4 novembre, Benoît Delaunay, Recteur de l'académie de Toulouse, s'est exprimé pour la première fois sur les violences sexuelles commises par des élèves du collège Lamartine sur des élèves de ce même collège. Des organisations syndicales (Sud Education 31, Cgt Educ'action 31) et de parents d'élèves (FCPE 31) ont également été reçues par Madame Laporte, DASEN. Une seconde audience a eu lieu le lendemain avec la FSU et ses syndicats (SNES, SNUIPP).

Ni ce communiqué de presse, ni notre rencontre avec la DASEN ne répondent à nos interrogations et à nos demandes. Les premiers faits connus remontent à mars 2019. Qui, au collège Lamartine, a mis en œuvre les *impératifs déontologiques et juridiques* dont se prévaut le Recteur ? En septembre dernier, un nouveau viol a eu lieu, six mois après la première agression. Que s'est-il passé entre mars et septembre ?

À notre connaissance, seule une surveillante du collège a fait preuve de courage et d'honnêteté quand elle a eu connaissance de ce qui s'était passé. Elle en paye aujourd'hui le prix fort par une totale absence de soutien de la hiérarchie et de l'institution.

Nous demandons qu'en tant que lanceuse d'alerte elle soit protégée et soutenue.

Selon les témoignages des familles des victimes, ces dernières n'ont pas été protégées.

**Il est sidérant qu'en ce jour de rentrée du 4 novembre, pas un mot n'ait été adressé aux élèves qui ont vu des vidéos sordides dès le mois de mars dernier.**

Nous attendions que dans ce communiqué, le recteur condamne fermement les violences physiques et sexuelles subies par plusieurs élèves au collège, et apporte son soutien aux victimes. Tel n'est pas le cas.

En ce qui nous concerne, familles des victimes, parents d'élèves, associations féministes, personnels de l'Éducation nationale qui ne voulons pas être complices par notre silence, nous apportons tout notre soutien aux élèves victimes de violences physiques et sexuelles. Et nous regrettons de ne pas pouvoir compter sur l'esprit de responsabilité de celles et ceux qui auraient pu et dû les protéger.

**Nous demandons l'ouverture urgente d'une enquête administrative pour que toute la lumière soit faite**, en toute transparence, **sur ce qui s'est passé depuis le mois de mars 2019**, avec une chronologie des faits et les réponses qui ont été apportées, ou pas, pour chaque agression connue. Et elles sont nombreuses entre mars et octobre 2019.

Nous demandons

- **des mesures conservatoires immédiates** envers les personnels responsables au sein du collège, et ce jusqu'aux conclusions de l'enquête.
- **la protection immédiate des jeunes filles victimes** des agressions.
- **la protection de la collègue** qui a mis en application les obligations juridiques des personnels en permettant ainsi que les victimes soient enfin entendues.
- **la mise en place de formations systématiques au sein de tous les collèges et lycées de l'académie**, par des associations agréées. Formations à destination des personnels (comment accueillir la parole des victimes de violences sexuelles dans les établissements...) et des élèves (contre la culture du viol / pour une culture du consentement).

**Nous appelons à un rassemblement devant le rectorat le mercredi 13 novembre à partir de midi et demandons audience pour exiger des réponses à nos questions et des prises de décisions à la hauteur de la gravité des faits.**

**Luttons contre la culture du viol !**

**Toulouse, le 11 novembre 2019**

**Organisations signataires :** Sud Education 31, Cgt Educ'action 31, CNT 31, FSU 31, Sud Santé Sociaux 31, Sud PTT 31, Sud CT, Sundep, Solidaires 31, Collectif Femmes-Mixité Cgt 31, CGT CHU 31, le Planning familial 31, Les femmes de l'assemblée féministe Toutes en grève 31, UET, ATTAC, MMF Midi-Pyrénées, NPA 31, PG 31, CAP d'Agir, CMPDF, Le CRI, ARC EN CIEL Toulouse-Occitanie, Le Mouvement HF Occitanie – Toulouse, Cavacs France, Assemblée féministe Nati Yarza, Act Up Sud Ouest, Alchimie Solidarité, APIAF, les Chorâleuses, Zéro Macho.